

ASSEMBLÉE NATIONALE

11 octobre 2018

PLF POUR 2019 - (N° 1255)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° I-1286

présenté par

M. Viry, Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, M. Boucard, M. Cherpion, M. Cordier,
M. Dassault, M. de Ganay, M. de la Verpillière, M. Leclerc, M. Emmanuel Maquet, M. Menuel,
M. Parigi et Mme Kuster

ARTICLE 23

I. – Supprimer les alinéas 14 à 18.

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« V. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le projet de loi de finances 2019 maintient la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) dans le périmètre des variables d'ajustement et accentue sa diminution.

Le montant global de la DCRTP perçue par l'ensemble des niveaux de collectivités a d'ores et déjà connu une diminution de plus de 280 M€ depuis 2016. A cela s'ajouterait une ponction de plus de 50 M€ en 2019.

La DCRTP des départements connaîtrait par exemple une diminution de 25 M€, son montant passant de 1 303 M€ en 2018 à 1 278 M€ en 2019. La baisse cumulée depuis 2016 pour les départements atteindrait ainsi 183 M€ (soit 13 % de la DCRTP initiale).

La DCRTP est une dotation visant à respecter l'engagement du législateur de garantir qu'aucune collectivité ne soit conduite à voir ses ressources diminuer du fait de la réforme de la taxe professionnelle. Elle est perçue de façon très hétérogène entre les collectivités, et seules celles ne bénéficiant pas d'un retour CVAE à hauteur de l'ancienne taxe professionnelle en bénéficient. Mettre à contribution cette dotation revient donc à pénaliser des collectivités déjà fragilisées. C'est

donc injuste, inéquitable et contre-péréquateur, d'autant qu'il convient d'ajouter que la majorité des collectivités bénéficiaires de la DCRTP sont des territoires ruraux et industriels qui ont perdu un dynamisme fiscal très important (baisse de la valeur du point d'impôt).

C'est pourquoi cet amendement propose de supprimer cette minoration.